

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN EN OPENBAAR AMBT

Provinciebestuur van Antwerpen. — Willebroek. — Verzoekschrift

Door de heren Stan De Clercq, Wilfried Leemans, Eric Van Hoogenbemt en Hugo Lejon, werd bij de bestendige deputatie van de provincieraad van Antwerpen een verzoekschrift ingediend waarbij betrokkenen vragen het mandaat als gemeenteraadslid van de heer Van Der Linden vervallen te verklaren.

Eenieder kan ervan inzage nemen op het gemeentesecretariaat van de gemeente Willebroek.

Dit bericht wordt gepubliceerd in uitvoering van artikel 10, 5°, van het koninklijk besluit van 6 september 1988 tot vaststelling van de nadere regels voor de werking van het college van provinciegouverneurs, ingesteld bij artikel 131 *bis* van de provinciewet.

De provinciegriffier,
(get.) O. Coenen.

EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

16 DECEMBRE 1988. — Circulaire aux organismes de distribution d'eau alimentaire concernant les conditions générales types de distribution d'eau alimentaire en Région wallonne

Chapitre Ier. — Définitions générales
Champ d'application

Article 1er. — Terminologie

Pour l'application des présentes conditions générales types, il faut entendre par :

- distributeur : l'exploitant du service de la distribution publique de l'eau;
- raccordement : l'ensemble des canalisations et appareillages utilisés pour l'alimentation en eau d'un immeuble depuis la prise effectuée sur la conduite-mère jusque et y compris le compteur, le raccord de sortie étant exclu;
- conduite-mère : la conduite principale de la voirie publique sur laquelle est branché le raccordement;
- installation intérieure privée : l'ensemble des canalisations et appareillages utilisés pour l'alimentation en eau d'un immeuble et situés en aval du compteur, le raccord de sortie étant inclus;
- abonné : toute personne titulaire d'un droit de propriété, d'usufruit, d'usage, d'habitation, de superficie, d'emphytéose sur un immeuble raccordé;
- usager : toute personne qui jouit du service de la distribution publique de l'eau en tant qu'occupant d'un immeuble raccordé;
- abonnement : le droit pour l'abonné d'user de la distribution publique de l'eau.

Article 2. — Champ d'application des conditions générales types

1. Les présentes conditions générales types régissent la relation juridique entre le distributeur, d'une part, et l'abonné et l'usager, d'autre part. Elles s'imposent également à tout demandeur de raccordement.
2. Le distributeur reste autorisé à prévoir des dispositions particulières à condition que celles-ci ne soient pas contraires aux dispositions des présentes conditions générales types et qu'elles ne diminuent pas les droits ni n'aggravent les obligations de l'usager ou de l'abonné.
3. Des prescriptions techniques peuvent également être imposées par le distributeur à l'abonné et à l'usager.

Chapitre II. — Raccordement

Article 3. — Droit au raccordement

Toute personne titulaire d'un droit de propriété, d'usufruit, d'usage, d'habitation, de superficie, d'emphytéose sur un immeuble a droit au raccordement de cet immeuble au réseau de distribution publique de l'eau, dès lors que les conditions imposées par les pouvoirs responsables se trouvent respectées.

Article 4. — Demande de placement du raccordement

Toute demande de placement d'un raccordement doit émaner du titulaire d'un droit de propriété, d'usufruit, d'usage, d'habitation, de superficie, d'emphytéose sur l'immeuble ou être revêtue de son accord exprès.

La demande est introduite auprès du distributeur au moyen d'un formulaire type mis à la disposition du propriétaire par le distributeur et contenant au moins les données utiles à l'identification du demandeur ainsi qu'à la détermination du lieu et des modalités de raccordement souhaités.

Article 5. — Modalités de paiement

Le prix du placement du raccordement est payable par anticipation.

Article 6. — Délai de placement du raccordement et garantie de bonne exécution des travaux

Le distributeur effectue le placement de tout raccordement dans le plus court délai possible et garantit la bonne exécution des travaux. Il indique expressément, en réponse à chaque demande de placement d'un raccordement, le délai endéans lequel il s'engage à effectuer les travaux.

Article 7. — Information sur le prix et les modalités du raccordement

A la suite de la demande de raccordement, le distributeur établit et transmet au demandeur un document indiquant les modalités d'exécution des travaux, le prix total et les éléments d'information relatifs aux modalités de calcul de ce prix, ainsi que les conditions générales qui régissent la distribution et le formulaire type de demande d'abonnement.

Le prix total s'entend ferme et définitif, sauf circonstance imprévisible survenant en cours d'exécution des travaux.

Article 8. — Durée de validité du prix du placement du raccordement

L'établissement du document requis à l'article 7 est gratuit. Le prix total qu'il indique ne peut être modifié endéans les deux mois de sa date d'envoi.

Article 9. — Charge du coût du placement du raccordement

Le coût total du placement et la mise en service du raccordement est à charge du demandeur.

Article 10. — Propriété du raccordement, responsabilité du distributeur

Le raccordement appartient au distributeur qui en assume la responsabilité sauf, faute de l'usager ou de l'abonné.

Article 11. — Frais d'entretien du raccordement

Le distributeur entretient le raccordement à ses frais.

Article 12. — Nombre de raccordements par immeuble; nombre de compteurs par raccordement

En principe, chaque immeuble ne bénéficie que d'un seul raccordement et chaque raccordement ne comprend qu'un seul compteur.

Article 13. — Accès au raccordement et à l'installation intérieure privée

1. L'usager, ou à défaut, l'abonné permet aux agents du distributeur porteurs d'une carte de service et munis de leur carte d'identité d'accéder à tout moment aisément et sans danger au raccordement et à l'installation intérieure privée pour procéder à toutes opérations liées au service.

2. En cas de refus manifeste et délibéré d'accès, le distributeur a la faculté d'interrompre la fourniture après mise en demeure.

Article 14. — Protection contre le gel

L'usager est responsable des dégâts que le gel a provoqués au compteur et à la partie du raccordement située à l'intérieur de l'espace abritant le compteur, sauf s'il est établi que le distributeur a commis une faute dans la conception ou l'exécution du placement du raccordement.

Article 15. — Modification du raccordement

Les frais de modifications apportées au raccordement par le distributeur sont à charge de celui-ci. Lorsque le raccordement est modifié à la demande de l'abonné pour des raisons de convenance personnelle et pour des motifs étrangers aux nécessités techniques, les frais y relatifs sont exclusivement à sa charge.

Article 16. — Mise hors service du raccordement

1. La demande de mise hors service du raccordement ne peut émaner que de l'abonné. Si celui-ci n'est pas l'usager, la demande ne peut être prise en considération qu'avec l'accord exprès de l'usager.

2. Les frais de mise hors service du raccordement s'opérant à la demande du propriétaire ou de l'abonné sont à charge du demandeur.

CHAPITRE III. — Abonnement

Article 17. — Début et fin de l'abonnement

1. L'abonnement prend cours au jour de l'établissement du raccordement.

2. L'abonnement prend fin sur demande formulée par écrit par l'abonné et à l'expiration du mois suivant celui durant lequel le préavis a été donné. Si l'abonné n'est pas l'usager, le renon ne sera valable qu'avec l'accord écrit et préalable de l'usager.

Article 18. — Changement de propriétaire

En cas de mutation de propriétaire de l'immeuble raccordé, le vendeur et l'acquéreur sont tenus de le signaler dans les huit jours calendriers suivant la date de l'acte notarié de la vente.

À défaut d'avoir fait relever l'index du compteur par un agent du distributeur ou de l'avoir relevé contradictoirement eux-mêmes, le vendeur et l'acquéreur seront solidairement et indivisiblement tenus du paiement des sommes dues depuis le dernier relevé d'index ayant donné lieu à facturation.

Article 19. — Effets de la fin de l'abonnement

La fin de l'abonnement libère l'abonné et l'usager de leurs obligations à l'égard du distributeur et autorise celui-ci à prendre à ses frais toutes dispositions nécessaires pour mettre fin à l'usage de la distribution publique de l'eau.

CHAPITRE IV. — Fournitures

Article 20. — Droit à la fourniture

L'usager a droit à la fourniture. Tout refus ou toute interruption ne peut intervenir qu'aux conditions fixées par les présentes conditions générales types, les prescriptions légales et les prescriptions techniques.

Article 21. — Changement d'usagers

1. L'usager est débiteur de toutes sommes dues à raison de l'utilisation du service de la distribution publique d'eau. Toutefois, lorsque le débiteur n'est pas titulaire d'un droit réel sur l'immeuble raccordé, l'abonné reste solidairement et indivisiblement tenu envers le distributeur du paiement de toutes sommes impayées par l'usager, après que celui-ci ait été mis en demeure conformément aux dispositions de l'article 36.

2. En cas de changement d'usager, l'abonné et l'ancien usager sont tenus de le signaler au distributeur au plus tard quinze jours calendriers précédant le changement en vue de l'établissement des comptes. À défaut d'information, l'abonné est tenu, conformément à l'alinéa premier, au paiement des sommes dues depuis le dernier relevé.

3. En cas de pluralité d'usagers pour un même immeuble, soit qu'il s'agisse d'un immeuble à appartements multiples, soit qu'il s'agisse d'un ensemble d'immeubles desservis par un compteur collectif, seul l'abonné a la qualité de débiteur au sens de l'alinéa premier.

4. Si plusieurs personnes sont titulaires d'un droit réel indivis sur l'immeuble raccordé, celles-ci sont solidairement et indivisiblement tenues envers le distributeur.

Article 22. — Approvisionnement constant

Le distributeur assure un approvisionnement régulier, continu, en quantité et à pression suffisantes, sauf en cas de force majeure. Il veille à l'exécution dans les meilleurs délais de tous les travaux utiles à garantir cet approvisionnement.

Article 23. — Qualité de l'eau et responsabilité

Le distributeur fournit une eau dont la qualité est conforme aux prescriptions légales et réglementaires applicables en la matière. La qualité de l'eau s'apprécie au point de mise à disposition de la fourniture, c'est-à-dire immédiatement après le compteur.

Article 24. — Mesures à prendre en cas de qualité non conforme de l'eau

En cas de variation des caractéristiques de l'eau rendant celle-ci non conforme aux prescriptions légales et réglementaires applicables en la matière, le distributeur prend au minimum les mesures prévues par la réglementation applicable en la matière.

Article 25. — Plainte de l'utilisateur

Toute plainte émanant d'un usager et relative à la qualité de l'eau fournie est immédiatement prise en considération par le distributeur sans que l'utilisateur soit tenu d'apporter préalablement la preuve du bien-fondé de ses griefs.

Article 26. — Faculté d'interrompre la fourniture en cas de nuisances

Le distributeur peut interrompre la fourniture à l'utilisateur ou à l'abonné qui met en péril l'hygiène ou la sécurité par une utilisation non conforme du raccordement de son installation intérieure privée.

Article 27. — Rétablissement de la fourniture

Lorsque la fourniture a été interrompue par le fait ou par la faute de l'utilisateur ou de l'abonné, elle n'est rétablie à sa demande et à ses frais qu'après qu'il se soit acquitté de toutes ses obligations envers le même distributeur, sans préjudice du droit à la fourniture pour un nouvel usager.

CHAPITRE V. — Enregistrement des consommations et modalités de paiement

Article 28. — Modalités du relevé d'index

1. Le relevé des index de compteur s'effectue par les agents du distributeur ou, à défaut, par l'utilisateur ou l'abonné lui-même qui consigne les données sur la carte de relevé d'index que le distributeur lui communique en temps utile.

2. L'utilisateur ou l'abonné renvoie la carte de relevé d'index dûment complétée au distributeur dans les huit jours calendriers à dater de la communication de la carte par le distributeur. A défaut d'accomplissement de cette formalité, le volume des consommations est estimé selon les modalités prévues à l'article 29.

Article 29. — Mode d'estimation forfaitaire des consommations

A défaut de connaître l'index, le volume des consommations est calculé sur base de la moyenne des consommations enregistrées chez l'utilisateur concerné avant cette période. En cas d'impossibilité, il peut être recouru à toute autre méthode d'estimation, pourvu qu'elle soit équitable.

Article 30. — Manque ou défaillance de l'enregistrement

En cas de défectuosité, de non utilisation, de disparition du compteur ou lorsque le raccordement est provisoirement dépourvu de compteur, le volume des consommations est calculé sur base de la consommation enregistrée par le nouveau compteur durant les trois mois suivant son placement. Il peut être recouru de commun accord à toute autre méthode d'estimation.

Article 31. — Périodicité du relevé d'index et de facturation

Le moment du relevé d'index et la périodicité de facturation sont déterminés par le distributeur.

Article 32. — Contrôle du compteur

1. Le distributeur comme l'utilisateur ou l'abonné peuvent en tout temps demander le contrôle du fonctionnement du compteur par le Service de la Métrologie ou par un organe indépendant agréé dans le respect de la procédure contradictoire définie par le Service de la Métrologie.

Toutefois, le contrôle peut s'effectuer, à la demande de l'utilisateur ou de l'abonné, par le distributeur pour autant que celui-ci dispose d'un service technique agréé.

Le compteur litigieux est mis sans délai sous scellés et le distributeur fournit et place un compteur de remplacement.

2. Lorsque le compteur soumis au contrôle est conforme aux normes définies par la réglementation applicable en la matière, les frais de l'ensemble des opérations liées au contrôle sont à charge du demandeur. Lorsque le compteur n'est pas conforme, ces frais sont supportés par le distributeur.

Article 33. — Présentation de la facture et coût des consommations

1. La facture doit être, tant au point de vue de sa présentation générale que des mentions particulières qu'elle contient, aisément compréhensible et complète.

2. La facture détaille :

- lorsqu'elle est prévue, une redevance fixe anticipative destinée à rétribuer l'avantage procuré par la mise à disposition de l'eau indépendamment de l'existence ou non de consommations;
- le ou les prix par mètre cube d'eau;
- les autres redevances prévues par le tarif;
- les impôts et taxes.

Article 34. — Mode et délai de paiement des consommations

Les sommes dues en application des présentes conditions générales types sont payables au bureau des recettes du distributeur ou au compte de l'organisme financier désigné par lui. La date ultime du paiement est indiquée sur la facture après la mention « à payer avant le... ». Cette date sera postérieure d'au moins quinze jours calendriers à la date de facturation.

Article 35. — Rappel

1. En cas de non paiement dans les délais prescrits par l'article 34, le distributeur envoie au moins un avis de rappel à l'utilisateur ou à l'abonné défaillant. Le rappel fixe un nouveau délai de paiement qui sera d'au moins dix jours calendrier à compter de la date d'émission du rappel. L'avis de rappel ne peut être envoyé qu'à partir du trentième jour calendrier suivant la date de facturation.

2. Les frais de rappel mis à charge de l'utilisateur ou de l'abonné ne peuvent être supérieurs à dix fois les frais d'un envoi postal ordinaire.

Article 36. — Interruption de fourniture pour défaut de paiement

A défaut de paiement des sommes dues dans les délais prévus aux articles 34 et 35, le distributeur peut interrompre la fourniture dans les cinq jours calendrier suivant l'envoi d'une lettre de mise en demeure adressée au débiteur au sens de l'article 21. Cette interruption de fourniture se fera toutefois après avoir reçu l'avis du Bourgmestre ou du Président de C.P.A.S. de la commune dans laquelle réside l'utilisateur.

Cette mesure ne peut avoir pour effet de priver d'eau le nouveau locataire d'un immeuble unifamilial pour autant qu'il se soit fait connaître du distributeur dès son entrée. Il en va de même dans les immeubles à appartements équipés d'un seul compteur si tous les usagers font la preuve qu'ils se sont acquittés de leurs consommations d'eau entre les mains de l'abonné.

Article 37. — Provision et garantie

1. Lorsque l'utilisateur ou l'abonné destine la fourniture à un usage non domestique, le distributeur a la faculté de lui imposer la constitution d'une provision.

2. Lorsque l'utilisateur ou l'abonné destine la fourniture à usage domestique et qu'il s'est trouvé au moins deux fois consécutives en situation de non paiement injustifié des consommations, le distributeur a la faculté, après mise en demeure au sens de l'article 36, alinéa 1er, de lui imposer la constitution d'une garantie.

3. Cette garantie prend la forme d'un dépôt en espèces d'une somme équivalente au maximum au montant d'un semestre de consommations. Lors de la cessation de fournitures ou lorsque l'utilisateur ou l'abonné s'est acquitté normalement de ses paiements durant deux années, cette somme est restituée sous déduction éventuelle des sommes dues.

Article 38. — Paiement par des tiers

Les paiements effectués par des tiers sont censés être effectués pour compte et à la décharge de l'utilisateur ou l'abonné.

Article 39. — Redressement des comptes

1. En cas d'erreur ou d'omission affectant les montants réclamés à l'utilisateur, un redressement de compte est opéré au plus tôt par le distributeur, soit à l'initiative de celui-ci, soit à la demande de l'utilisateur ou de l'abonné.

2. La période des consommations sur lesquelles porte le redressement de compte ne peut excéder les quinze mois précédant le dernier relevé d'index effectué par l'agent du distributeur.

Article 40. — Communications

1. Le distributeur ne peut communiquer qu'à l'abonné, ou à l'utilisateur, ainsi qu'au Centre public d'Aide sociale dans le cadre de mesures de guidance exercées en concertation avec lui, toute donnée relative à l'état des comptes de l'utilisateur ou de l'abonné.

2. Toutefois, un distributeur peut solliciter d'un autre distributeur que sa facture soit présentée à l'utilisateur ou à l'abonné aux fins d'encaissement, tout moyen de coercition étant exclu.

CHAPITRE VI. — Contestations

Article 41. — Compétence territoriale

1. La compétence territoriale des instances judiciaires auxquelles sont soumis les litiges relatifs à l'application des présentes conditions générales types est déterminée par la situation de l'immeuble raccordé ou à raccorder.

2. Pour tout ce qui concerne l'application des présentes conditions générales types, l'utilisateur et l'abonné sont présumés avoir élu domicile dans l'immeuble raccordé dès lors qu'ils n'ont pas fait connaître leur domicile.

Le Ministre des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés
et de l'Eau pour la Région wallonne
A. Cools

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

16. DEZEMBER 1988. — Rundschreiben an die Einrichtungen für die Versorgung von Trinkwasser betreffend allgemeine Musterbedingungen für die Versorgung von Trinkwasser in der Wallonischen Region

KAPITEL I. — Allgemeine Definitionen
Anwendungsbereich

Artikel 1. — Terminologie

Zwecks Anwendung dieser allgemeinen Musterbedingungen bedeutet :

- Versorger : den Betreiber des Dienstes für die öffentliche Wasserversorgung;
- Anschluß : sämtliche Leitungen und Geräte, die für die Wasserversorgung eines Gebäudes ab der Entnahmestelle an der Hauptleitung bis zum Zähler einschließlich verwendet werden, der Auslaß stutzen davon ausgenommen;
- Hauptleitung : die Hauptleitung des öffentlichen Netzes, an der der Anschluß angeschlossen ist;
- innere Privatanlage : sämtliche Leitungen und Geräte, die für die Wasserversorgung eines Gebäudes verwendet werden und die unterhalb des Zählers liegen, der Auslaß stutzen davon nicht ausgenommen;
- Abnehmer : jede Person, die ein Eigentums-, ein Nießbrauchs-, ein Benutzungs-, ein Bewohnungs-, ein Bau- bzw. Erbbaurecht an einem angeschlossenen Gebäude innehat;
- Verbraucher : jede Person, die die öffentliche Wasserlieferung als Benutzer eines angeschlossenen Gebäudes in Anspruch nimmt;
- Abonnement : das Recht für den Abnehmer, die öffentliche Wasserlieferung zu benutzen.

Artikel 2. — Anwendungsbereich der allgemeinen Musterbedingungen

1. Die vorliegenden allgemeinen Musterbedingungen regeln das Rechtsverhältnis zwischen einerseits dem Versorger und andererseits dem Abnehmer und dem Verbraucher. Sie gelten auch für jede Person, die einen Anschluß beantragt.

2. Der Versorger behält die Befugnis, Sonderbestimmungen festzulegen, vorausgesetzt, daß diese den Bestimmungen der vorliegenden Musterbedingungen nicht widersprechen, und daß sie die Rechte des Verbrauchers oder des Abnehmers nicht antasten und ihre Verpflichtungen nicht verschärfen.

3. Der Versorger kann ebenfalls dem Abnehmer und dem Verbraucher technische Vorschriften auferlegen.

KAPITEL II. — Anschluss

Artikel 3. — Anrecht auf Anschluss

Soweit die von den zuständigen Behörden auferlegten Bedingungen vorliegen, hat jede Person, die ein Eigentums-, ein Nießbrauchs-, ein Benutzungs-, ein Bewohnungs-, ein Bau- bzw. ein Erbbaurecht an einem Gebäude innehat, Anrecht auf den Anschluß dieses Gebäudes an dem öffentlichen Wasserversorgungsnetz.

Artikel 4. — Modalitäten für die Anbringung des Anschlusses

Jeder Antrag auf Anbringung eines Anschlusses muß vom Inhaber eines Eigentums-, Nießbrauchs-, Benutzungs-, Bewohnungs-, Bau- bzw. Erbbaurecht an dem Gebäude ausgehen oder sein ausdrückliches Einverständnis enthalten.

Der Antrag wird beim Versorger anhand eines Mustervordrucks, der der Versorger dem Eigentümer zur Verfügung stellt und der wenigstens die zur Kennzeichnung des Antragstellers sowie zur Bestimmung der gewünschten Anschlußstelle und -modalitäten notwendigen Angaben enthält.

Artikel 5. — Zahlungsmodalitäten

Der Preis für die Anbringung des Anschlusses muß vorausgezahlt werden:

Artikel 6. — Frist für die Anbringung des Anschlusses und Bürgschaft für die gute Ausführung der Arbeiten

Der Versorger bringt jeden Anschluß möglichst kurzfristig an und verbürgt sich für die gute Ausführung der Arbeiten. In Beantwortung auf jeden Antrag auf Anschluß gibt er die Frist, innerhalb welcher er sich verpflichtet, die Arbeiten auszuführen, ausdrücklich an.

Artikel 7. — Information über den Preis und die Modalitäten des Anschlusses

Nach der Antragstellung erstellt der Versorger ein Dokument, in dem die Modalitäten der Ausführung der Arbeiten, der Gesamtpreis und die Informationen über die Modalitäten der Berechnung dieses Preises sowie die allgemeinen Bedingungen, denen die Versorgung und der Mustervordruck für den Antrag auf Anschluß unterliegen, angegeben werden. Soweit keine unvorhersehbare Umstände im Laufe der Arbeiten eintreten, gilt der Gesamtpreis als verbindlich und endgültig.

Artikel 8. — Gültigkeitsdauer und Preis des Anschlusses

Das in Artikel 7 erwähnte Dokument wird kostenfrei erstellt. Der Gesamtpreis, der darin angegeben ist, kann innerhalb zwei Monaten nach Zustellungsdatum nicht geändert werden.

Artikel 9. — Kosten des Anbringens des Anschlusses

Die Gesamtkosten des Anbringens und der Inbetriebnahme des Anschlusses gehen zu Lasten des Antragstellers.

Artikel 10. — Besitz des Anschlusses, Haftung des Versorgers

Der Anschluß gehört dem Versorger, der die Haftung dafür übernimmt, es sei denn, daß der Verbraucher bzw. der Abnehmer schuldig ist.

Artikel 11. — Kosten der Wartung des Anschlusses

Der Versorger wartet den Anschluß auf eigene Kosten.

Artikel 12. — Zahl der Anschlüsse pro Gebäude, Zahl der Zähler pro Anschluss

Im Prinzip hat jedes Gebäude nur einen Anschluß und jeder Anschluß nur einen Zähler.

Artikel 13. — Zugang zum Anschluss und zur inneren Privatanlage

1. Der Verbraucher, oder, falls es einen solchen nicht gibt, der Abnehmer gestattet den Angestellten des Versorgers, die eine Dienstkarte und ihren Personalausweis bei sich haben, jederzeit unbehindert und gefahrlos zum Anschluß und zur inneren Privatanlage zu gelangen, um alle diensttechnischen Maßnahmen durchzuführen.

2. Bei offensichtlicher und mutmaßlicher Zugangsverweigerung hat der Versorger das Recht, die Lieferung nach erfolgter Mahnung zu sperren.

Artikel 14. — Frostschutz

Soweit feststeht, daß der Versorger keinen Fehler bei der Gestaltung oder bei der Ausführung des Anschlusses gemacht hat, ist der Verbraucher verantwortlich für die Schäden, die am Zähler und am Abschnitt des Anschlusses, der innerhalb des Zählerschutzraumes liegt, wegen des Frosts entstanden sind.

Artikel 15. — Änderungsarbeiten am Anschluss

Der Versorger trägt die Kosten für die Änderungen, die er am Anschluß anbringt. Wenn der Anschluß auf Antrag des Abnehmers aus persönlichen Gründen oder aus Gründen, die den technischen Erfordernissen fremd sind, gehen die diesbezüglichen Kosten ausschließlich zu seinen Lasten.

Artikel 16. — Außerbetriebsetzung des Anschlusses

1. Der Antrag auf Außerbetriebsetzung des Anschlusses kann nur vom Abnehmer ausgehen. Falls dieser nicht der Verbraucher ist, kann der Antrag nur mit dem ausdrücklichen Einverständnis des Verbrauchers berücksichtigt werden.

2. Die Kosten für die Außerbetriebsetzung des Anschlusses auf Antrag des Eigentümers oder des Abnehmers trägt der Antragsteller.

KAPITEL III. — Abonnement

Artikel 17. — Beginn und Ablauf des Abonnements

1. Das Abonnement beginnt am Tag, an dem der Anschluß angebracht wird.
2. Das Abonnement endet auf schriftlichen Antrag des Abnehmers und bei Ablauf des Monats, der dem Monat der Kündigung folgt. Ist der Abnehmer nicht der Verbraucher, so ist der Verzicht nur mit vorausgehender schriftlicher Zustimmung des Verbrauchers wirksam.

Artikel 18. — Eigentümerwechsel

Bei Eigentumsübertragung des angeschlossenen Gebäudes sind der Verkäufer und der Erwerber verpflichtet, es innerhalb acht Kalendertagen nach dem Tag, an dem die notariell beglaubigte Verkaufsurkunde ausgestellt worden ist, anzugeben.

Falls sie den Zählerstand durch einen Angestellten des Versorgers nicht haben kontrollieren lassen, oder falls sie es selbst in kontradiktorischer Form nicht kontrolliert haben, sind der Verkäufer und der Erwerber solidarisch und unteilbar zur Zahlung der Beträge verpflichtet, die seit der letzten Zähleraufnahme, die der Berechnung zugrunde liegt, fällig sind.

Artikel 19. — Wirkungen des Ablaufs des Abonnements

Der Ablauf des Abonnements entbindet den Abnehmer und den Verbraucher von ihren Verpflichtungen dem Versorger gegenüber und erlaubt letzterem, alle notwendigen Maßnahmen auf eigene Kosten zu treffen, die für die Einstellung der öffentlichen Wasserversorgung notwendig sind.

KAPITEL IV. — Lieferungen

Artikel 20. — Recht auf die Lieferung

Der Verbraucher hat Anrecht auf die Lieferung. Jede Verweigerung oder Unterbrechung kann nur in Gemäßheit dieser allgemeinen Musterbedingungen, der rechtlichen und der technischen Vorschriften erfolgen.

Artikel 21. — Verbraucherwechsel

1. Der Verbraucher muß alle Beträge in Höhe der Benutzung des öffentlichen Versorgungsnetzes zahlen. Ist der Zahlungspflichtige jedoch nicht Inhaber eines dinglichen Rechts an dem angeschlossenen Gebäude, so bleibt der Abnehmer solidarisch und unteilbar gegenüber dem Versorger zur Zahlung aller von dem Verbraucher nach Mahnung gemäß Artikel 36 nicht gezahlten Beträge verpflichtet.

2. Bei Verbraucherwechsel sind der Abnehmer und der ehemalige Verbraucher verpflichtet, den Versorger spätestens fünfzehn Kalendertage vor dem Wechsel zwecks Rechnungsfeststellung darüber zu benachrichtigen. Erfolgt keine Benachrichtigung, so ist der Abnehmer dem ersten Absatz gemäß zur Zahlung der seit dem letzten Zählerablesen fälligen Beträge verpflichtet.

3. Wenn es für dasselbe Gebäude mehrere Verbraucher gibt, da es entweder um ein Gebäude mit mehreren Appartements, oder um mehrere Gebäude, die einen gemeinsamen Zähler haben, handelt, gilt nur der Abnehmer als Zahlungspflichtiger im Sinne des ersten Absatzes.

4. Sind mehrere Personen Inhaber eines unteilbaren dinglichen Rechts an dem angeschlossenen Gebäude, so sind diese solidarisch und unteilbar gegenüber dem Versorger haftbar.

Artikel 22. — Gleichbleibende Lieferung

Außer bei höherer Gewalt gewährleistet der Versorger eine regelmäßige, ununterbrochene Lieferung, in ausreichender Menge und mit ausreichendem Druck. Er sorgt immer unverzüglich für die Ausführung aller zur Gewährleistung dieser Lieferung notwendigen Arbeiten.

Artikel 23. — Qualität des Wassers und Haftung

Der Versorger liefert ein Wasser, dessen Qualität den einschlägigen gesetzlichen und verordnungsmäßigen Vorschriften entspricht. Die Qualität des Wassers läßt sich an der Stelle schätzen, wo die Lieferung zur Verfügung gestellt wird, das heißt unmittelbar nach dem Zähler.

Artikel 24. — Maßnahmen, die bei nicht konformer Wasserqualität zu treffen sind

Wenn die Merkmale des Wassers abweichen, wobei dieses den einschlägigen gesetzlichen und verordnungsmäßigen Vorschriften nicht mehr entspricht, trifft der Versorger wenigstens die durch die einschlägigen Vorschriften vorgesehenen Maßnahmen.

Artikel 25. — Klage des Verbrauchers

Jede Klage eines Verbrauchers betreffend die Qualität des gelieferten Wassers wird unverzüglich vom Versorger berücksichtigt, wobei der Verbraucher den Beweis der Begründetheit seiner Beschwerde vorher nicht erbringen muß.

Artikel 26. — Das Recht, die Lieferung bei schädlichen Einwirkungen zu sperren

Der Versorger darf dem Verbraucher oder dem Abnehmer die Lieferung sperren, wenn dieser die Hygiene oder die Sicherheit durch eine nicht konforme Benutzung des Anschlusses seiner inneren Privatanlage gefährdet.

Artikel 27. — Wiederherstellung der Lieferung

Wenn die Lieferung wegen des Verschuldens des Verbrauchers oder des Abnehmers unterbrochen worden ist, wird sie auf seinen Antrag und auf seine Kosten erst dann wiederhergestellt, wenn er allen seinen Verpflichtungen gegenüber demselben Versorger nachgekommen ist, und zwar unbeschadet des Rechts auf Belieferung eines neuen Verbrauchers.

KAPITEL V. — Registrierung des Verbrauchs

Artikel 28. — Modalitäten der Feststellung des Zählerstands

1. Der Zählerstand wird von den Angestellten des Versorgers oder, notfalls, vom Verbraucher oder Abnehmer selbst festgestellt, der die Daten in der « Zählerstand » Karte, die der Versorger ihm zu gegebener Zeit sendet, aufnimmt.

2. Der Verbraucher bzw. Abnehmer schickt dem Versorger die ordnungsmäßig vervollständigte Zählerstand-Karte innerhalb acht Kalendertagen nach Versand der Karte durch den Versorger zurück. Unterläßt es der Verbraucher diese Formalität zu erfüllen, so wird der Wasserverbrauch gemäß den in Artikel 29 vorgesehenen Modalitäten geschätzt.

Artikel 29. — Pauschale Berechnung des Wasserverbrauchs

Wird der Zählerstand nicht festgestellt, so wird der Wasserverbrauch aufgrund des beim betreffenden Verbraucher registrierten Verbrauchsdurchschnitts vor dieser Periode geschätzt. Falls dies unmöglich ist, kann jede andere Berechnungsweise angewandt werden, soweit sie gerecht ist.

Artikel 30. — Fehlen oder Ausfall der Registrierung

Bei Mangelhaftigkeit, Nichtbenutzung oder Verschwinden des Zählers, oder wenn der Anschluß vorübergehend nicht mit einem Zähler versehen ist, wird der Wasserverbrauch aufgrund des Verbrauchs, der durch den neuen Zähler während der drei Monate nach seiner Anbringung registriert worden ist, berechnet. Jede andere Berechnungsmethode kann im gegenseitigen Einvernehmen angewandt werden.

Artikel 31. — Periodizität der Zählerablesungen und der Fakturierung

Der Versorger bestimmt den Zeitpunkt der Zählerablesung und die Periodizität der Fakturierung.

Artikel 32. — Überprüfung des Zählers

1. Sowohl der Versorger als auch der Verbraucher bzw. Abnehmer haben jederzeit das Recht, die Überprüfung des Betriebs des Zählers durch den Dienst für das Meßwesen oder einer anerkannten unabhängigen Einrichtung unter Einhaltung des durch den Dienst für das Meßwesen bestimmten kontradiktorischen Verfahrens zu verlangen.

Die Überprüfung kann jedoch auf Antrag des Verbrauchers oder des Abnehmers vom Versorger vorgenommen werden, soweit dieser über einen anerkannten technischen Dienst verfügt.

Der umstrittene Zähler wird unverzüglich versiegelt und der Versorger liefert und bringt einen Ersatzzähler an.

2. Wenn der überprüfte Zähler den durch die einschlägigen Vorschriften definierten Normen entspricht, gehen sämtliche mit der Überprüfung verbundenen Maßnahmen zu Lasten des Antragstellers. Entspricht der Zähler diesen Normen nicht, so werden diese Kosten vom Versorger getragen.

Artikel 33. — Gestaltung der Rechnung und Verbrauchskosten

1. Sowohl hinsichtlich ihrer allgemeinen Gestaltung als auch der besonderen Vermerke, die sie enthält, muß die Rechnung ohne Schwierigkeiten verstanden werden können und vollständig sein.

2. Die Rechnung erwähnt :

- falls vorgesehen, eine feste, voranzuzahlende Gebühr zur Vergütung der Wasserlieferung, einerlei ob Wasser verbraucht worden ist oder nicht;
- der Preis bzw. die Preise pro Kubikmeter Wasser;
- die anderen tarifmäßigen Gebühren;
- die Steuern und Abgaben.

Artikel 34. — Zahlungsweise und Zahlungsfristen

Die in Anwendung der vorliegenden allgemeinen Musterbedingungen geschuldeten Beträge sind bei der Einnahmestelle des Versorgers oder auf einem von diesem bezeichneten Finanzkonto zahlbar. Der äußerste Zahlungstermin wird auf der Rechnung nach dem Vermerk « zahlbar bis zum... » angegeben. Dieser Termin soll mindestens fünfzehn Kalendertage nach dem Rechnungsdatum berücksichtigen.

Artikel 35. — Mahnung

1. Erfolgt keine Zahlung innerhalb der in Artikel 34 vorgeschriebenen Fristen, so versendet der Versorger dem säumigen Verbraucher bzw. Abnehmer mindestens einen Mahnbescheid. In dem Mahnbescheid wird eine neue Zahlungsfrist angegeben, die mindestens zehn Kalendertage nach dem Versandtag des Mahnbescheids beträgt. Der Mahnbescheid kann erst ab dem dreißigsten Tage nach dem Rechnungsdatum versandt werden.

2. Die dem Verbraucher bzw. dem Abnehmer auferlegten Mahngebühren können nicht zehnmal höher als die Gebühren für eine gewöhnliche Postsendung liegen.

Artikel 36. — Unterbrechung der Lieferung mangels Zahlung

Werden die geschuldeten Beträge nicht binnen der in den Artikeln 34 und 35 festgesetzten Fristen beglichen, so hat der Versorger das Recht, die Lieferung innerhalb fünf Kalendertagen nach Versand eines an den Zahlungspflichtigen im Sinne von Artikel 10 gerichteten Inverzugsetzungsbescheids zu unterbrechen. Diese Liefersperrung hat jedoch nach Erhalt der Stellungnahme des Bürgermeisters oder des Vorsitzenden des OSHZ der Gemeinde, in der der Verbraucher seinen Wohnsitz hat, zu erfolgen.

Durch diese Maßnahme kann dem neuen Mieter eines Einfamilienhauses das Wasser nicht entzogen werden, soweit dieser sich beim Versorger sobald nach seinem Eintritt gemeldet hat. Dasselbe gilt in den mit einem einzigen Zähler versehenen Appartementsgebäuden, soweit alle Verbraucher den Beweis dafür erbringen, daß sie ihren Wasserverbrauch in den Händen des Abnehmers gezahlt haben.

Artikel 37. — Provision und Sicherheitsleistung

1. Wenn der Verbraucher bzw. der Abnehmer die Lieferung für einen anderen als seinen Hausgebrauch bestimmt, hat der Versorger das Recht, ihm die Hinterlegung einer Provision aufzuerlegen.

2. Wenn der Verbraucher bzw. Abnehmer die Lieferung für den Hausgebrauch bestimmt und wenn er wenigstens zweimal nacheinander den Wasserverbrauch ungerechtfertigter Weise nicht beglichen hat, hat der Versorger das Recht, nach erfolgter Inverzugsetzung im Sinne von Artikel 36, Absatz 1, ihm die Hinterlegung einer Sicherheit aufzuerlegen.

3. Diese Sicherheit besteht aus der Hinterlegung einer Barsumme, die höchstens dem Betrag des Verbrauchs für ein Halbjahr entspricht. Wenn die Lieferung eingestellt wird, oder wenn der Verbraucher bzw. Abnehmer seine Zahlungen während zweier Jahre ordnungsgemäß geleistet hat, wird diese Summe, eventuell nach Abzug der geschuldeten Beträge, zurück erstattet.

Artikel 38. — Zahlung durch Dritte

Es wird davon ausgegangen, daß die Zahlungen, die durch Dritte geleistet werden, auf Rechnung und zur Entlastung des Verbrauchers bzw. Abnehmers vorgenommen worden sind.

Artikel 39. — Rechnungsberichtigung

1. Bei Fehlern bzw. Versäumnissen, die einen Einfluß auf die dem Verbraucher in Rechnung zu stellenden Beträge ausüben könnten, wird eine Rechnungsberichtigung vom Versorger, entweder auf eigene Initiative, oder auf Antrag des Verbrauchers bzw. Abnehmers vorgenommen.

2. Der Verbrauchszeitraum, auf den sich die Rechnungsberichtigung bezieht, darf fünfzehn Monate vor der vom Angestellten des Versorgers zuletzt vorgenommenen Zählerstandsfeststellung nicht überschreiten.

Artikel 40. — Mitteilungen

1. Der Versorger darf jede Angabe über den Rechnungsstand des Verbrauchers bzw. Abnehmers nur dem Verbraucher bzw. Abnehmer sowie dem öffentlichen Sozialhilfzentrum im Rahmen von mit diesem durchgeführten Begleitungsmaßnahmen mitteilen.

2. Ein Versorger darf jedoch einen anderen Versorger darum bitten, daß die Rechnung dem Verbraucher bzw. Abnehmer zwecks Beitreibung vorgelegt wird, wobei jede Zwangsmaßnahme ausgeschlossen ist.

KAPITEL VI. — Streitigkeiten

Artikel 41. — Örtliche Zuständigkeit

1. Die örtliche Zuständigkeit der Gerichte, die mit Streitigkeiten bezüglich der Anwendung dieser allgemeinen Musterbedingungen befaßt werden, wird von der Lage des angeschlossenen bzw. anzuschließenden Gebäudes bestimmt.

2. Für alles, das in Zusammenhang mit der Anwendung dieser allgemeinen Musterbedingungen steht, wird davon ausgegangen, daß der Verbraucher und der Abnehmer ihren Wohnsitz im angeschlossenen Gebäude haben, soweit sie ihren Wohnsitz nicht kenntlich gemacht haben.

Der Minister der Wallonischen Region für die Lokalen Behörden,
die Bezuchussten Arbeiten und das Wasser,
A. Cools

PUBLICATIONS LÉGALES
ET AVIS DIVERS

Chambres législatives

SENAT

Séances publiques

Ordre du jour

Jeudi, 2 mars 1989

A 15 heures :

1. Prise en considération des propositions de loi.
2. Questions orales :

a) de M. de Wasseige au Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes et aux Victimes de la guerre, adjoint au Ministre de la Justice et des Classes moyennes et au Secrétaire d'Etat aux Réformes institutionnelles, chargé de la Restructuration du Ministère des Travaux publics, adjoint au Ministre des Communications et de Réformes institutionnelles, et Secrétaire d'Etat aux Petites et Moyennes entreprises, adjoint au Ministre des Classes moyennes, sur « la préservation des archives de l'Administration des Victimes de la guerre » ;

b) de M. Pécriaux au Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget et de la Politique scientifique, sur « le centre d'entraînement pour les pilotes d'Hermès ».

3. Projet de loi modifiant l'article 36 de la loi du 13 juillet 1981 portant création d'un Institut d'expertise vétérinaire.

4. Proposition de loi modifiant l'article 34 de la loi du 13 juillet 1981 portant création d'un Institut d'expertise vétérinaire.

A 16 heures :

Votes nominatifs sur l'ensemble des projets de loi dont la discussion est terminée.

5. Projet de loi modifiant les lois portant le statut des objecteurs de conscience, coordonnées le 20 février 1980.

6. Interpellation de M. Desmedt au Vice-Premier Ministre et Ministre de la Région bruxelloise et des Réformes institutionnelles sur « l'annonce par l'Exécutif de la Région bruxelloise de l'achat d'une partie du plateau du Kawberg, sis à Uccle ».

WETTELIJKE BEKENDMAKINGEN
EN VERSCHILLENDE BERICHTEN

Wetgevende Kamers

SENAAT

Openbare vergaderingen

Agenda

Donderdag, 2 maart 1989

Te 15 uur :

1. Inoverwegingneming van de voorstellen van wet.
2. Mondelinge vragen :

a) van de heer de Wasseige aan de Staatssecretaris voor Middenstand en voor de Oorlogsslachtoffers, toegevoegd aan de Minister van Justitie en Middenstand en aan de Staatssecretaris voor Institutionele Hervormingen, belast met de Herstructurering van het Ministerie van Openbare Werken, toegevoegd aan de Minister van Verkeerswezen en Institutionele Hervormingen, en Staatssecretaris voor de Kleine en Middelgrote Ondernemingen, toegevoegd aan de Minister van Middenstand, over « de bewaring van het archief van de Bestuursafdeling voor de oorlogsgetroffenen » ;

b) van de heer Pécriaux aan de Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting en Wetenschapsbeleid, over « het trainingscentrum voor Hermespiloten ».

3. Ontwerp van wet tot wijziging van artikel 36 van de wet van 13 juli 1981 tot oprichting van een Instituut voor veterinaire keuring.

4. Voorstel van wet tot wijziging van artikel 34 van de wet van 13 juli 1981 tot oprichting van een Instituut voor veterinaire keuring.

Te 16 uur :

Naamstemmingen over het geheel van de afgehandelde ontwerpen van wet.

5. Ontwerp van wet tot wijziging van de wetten houdende het statuut van de gewetensbezwaarden, gecoördineerd op 20 februari 1980.

6. Interpellatie van de heer Desmedt tot de Vice-Eerste Minister en Minister van het Brussels Gewest en Institutionele Hervormingen, over « de aangekondigde aankoop van een deel van de Kawberg te Ukkel door de Executieve van het Brussels Gewest ».